

Droit à la ville



Document de cadrage

8 au 11 mars 2017

Depuis 2016, les Rencontres de Géopolitique critique rassemblent une variété d'acteurs mêlant associations, militants, étudiants et chercheurs universitaire. Les Rencontres sont des temps d'aller-retour entre pratiques et pensées dans le but d'enrichir nos outils d'analyse et nos positionnements mais c'est aussi l'occasion de se connaître pour travailler ensemble à la production des savoirs sur la société.

La deuxième édition des Rencontres de Géopolitique Critique aura lieu du 8 au 11 mars 2017, dans différents lieux de l'agglomération grenobloise. Ces rencontres bénéficient d'un soutien financier du laboratoire de recherche en sciences sociales Pacte et de Modus Operandi.

Lorsqu'on revendique un droit c'est que certain-e-s en sont exclu-e-s. Comme beaucoup l'ont déjà écrit, l'urbain est aujourd'hui le cadre de vie de la majorité de la population mondiale. On parle même de « rurbanisation » pour parler des campagnes qui sont devenues des dortoirs pour les villes. Mais dans les représentations symboliques, économiques et politiques, l'urbain et la ville ne font pas un. L'espace urbain est multiple et inégal. A l'heure de la rénovation urbaine, celle qui doit installer la « mixité sociale » dans nos quartiers populaires, à l'heure des grandes opérations d'aménagement des centres villes, qui organisent la gentrification, quels en sont les effets réels, et qu'en est-il de la garantie d'un accès démocratique à la ville ?

Certains parlent des villes comme de puissances tentaculaires et attractives mais faut-il encore connaître les acteurs à l'œuvre et comprendre les logiques qu'ils inscrivent dans les territoires.

Les mouvements sociaux, comme le Global Plateforme for the Right to the City, parlent de lutte contre la ville capitaliste, mais entre les lignes de ces phrases combattantes, n'y a-t-il pas une invitation à penser la ville autrement, une ville plus solidaire et intégrante ? Des luttes pour le logement qui utilisent les vides comme refuges, aux luttes contre les frontières qui se servent des murs comme médias d'information et d'expression.

Le droit à la ville prend vie avec tous les conflits, les apprentissages et les avancées que le passage de la théorie à l'action induit.

Droit à la ville



Les droits de circuler librement, d'être protégé.e, d'avoir un logement digne, de se soigner, de pratiquer sa religion, de prendre part à la vie politique de la cité, etc. : le droit à la ville inclue tous les droits civils, politiques, économiques, environnementaux, sociaux et culturels en y ajoutant les dimensions du territoire et de la vie urbaine. Se substituant parfois aux pouvoirs publics, aujourd'hui de nombreuses associations luttent quotidiennement pour faire appliquer ces droits aux niveaux local et national. En plus d'être difficilement appliqués, l'accès à ces droits est aux prises avec les discriminations de genre, de classe sociale, d'origine, d'orientation sexuelle, de culte, d'âge...

Les mouvements sociaux ont écrit ce droit à la ville dans une charte qui navigue des Forum sociaux mondiaux au Congrès international de l'Habitat de Quito. Qu'en est-il des engagements politiques et des leviers disponibles ? Le Brésil l'ayant inscrit dans sa constitution, que pouvons-nous tirer de cette expérience pour ouvrir des perspectives d'action ?

Le « droit à la ville » est à la fois un outil de lutte et un concept théorique des sciences sociales. Depuis Henri Lefebvre beaucoup d'autres chercheurs (Harvey, Soja, Garnier, Purcell) ont repris l'idée du droit à la ville pour continuer sa conceptualisation. En même temps, les mouvements sociaux s'en saisissent au niveau local, national et international. De quoi le droit à la ville est-il le nom ? Quels ponts faut-il construire, entre militants, société civile et universitaires pour que les intérêts des plus démunis pèsent dans la production et dans l'organisation des villes ?

Nous faisons appel à tou.te.s celles et ceux qui voudraient contribuer sous une forme ou une autre à l'élaboration du contenu de ces Rencontres de Géopolitique critique sur le droit à la ville. Nous souhaitons faire des rencontres un moment de partage et de réflexion à partir de nos engagements respectifs. Cela passe par les lieux que nous fréquentons, les risques que nous prenons, les méthodes que nous inventons, les réseaux que nous créons. Mais cela passe aussi par les postures que nous choisissons d'adopter les uns par rapport aux autres, en prenant en compte les inégalités sociales qui jalonnent notre société et nos rencontres.

N'hésitez donc pas à nous envoyer vos propositions : thématiques, visites, invité-e-s, types d'atelier, textes.

Enfin n'oubliez pas de réserver votre temps du 8 au 11 mars pour les Rencontres de Géopolitique critique sur le droit à la ville.



Association
Planning

